

JEAN-FRANÇOIS LÉPINE sur la ligne de feu



# Chapitre 1

# La formation à l'école du Québec

## Aéroport de Dorval, 14 décembre 1972

Le premier reportage que j'ai réalisé dans ma vie de journaliste a porté sur un fait divers majeur qui ne s'était jamais produit au Canada jusqu'alors, et qui ne s'est jamais reproduit depuis. Un détournement d'avion.

J'étais rédacteur dans la salle de nouvelles de la radio de Radio-Canada depuis un an et demi, quand, le 14 décembre 1972, l'information est tombée. Un appareil de la compagnie Québecair avec cinquante-deux personnes à son bord, faisant la navette entre différents points de la province, venait d'être détourné, après son départ de Wabush dans le Labrador. Le pirate de l'air, qui détenait deux personnes en otages, exigeait qu'on le transporte jusqu'à Vancouver. Le recours aux détournements d'avion était très populaire à l'époque au sein des organisations terroristes voulant attirer l'attention sur leur cause. L'Organisation de libération de la Palestine et ses branches plus radicales avaient procédé, dans les années précédentes, à des détournements spectaculaires, dont celui d'un appareil de la compagnie israélienne El Al, à l'aéroport de Lod, en 1968. En septembre 1970, le

Front populaire de libération de la Palestine, du Dr Georges Habache, avait détourné trois avions vers la base militaire Dawson en Jordanie et les avait fait exploser, pour embarrasser le roi Hussein, qui s'apprêtait à signer une trêve avec Israël. Mais, ce jour-là, au Québec, le détournement n'avait rien de politique. Le pirate de l'air, Larry Stanford, un jeune chômeur de vingt et un ans, ex-employé de la minière Iron Ore à Labrador City, ne semblait lié à aucune organisation.

À cette période, la radio de la Société Radio-Canada, qui, depuis ses débuts en 1936, s'est consacrée presque exclusivement à la couverture de l'information nationale et internationale, et aux nouvelles politiques en particulier, n'a pas de tradition de reportage local. On commence à peine depuis quelques mois, dans les émissions du matin et de l'aprèsmidi, à s'intéresser aux faits divers. Un réalisateur génial, Michel Chalvin, vient de créer une émission de retour à la maison, en fin d'après-midi, Montréal Express, entièrement dédiée aux nouvelles locales. Pour couvrir la région de Montréal, Radio-Canada s'est aussi dotée, pour la première fois, d'une voiture de reportage dont le transmetteur, qui pourtant occupe tout le compartiment arrière d'une immense station wagon américaine, ne fonctionne pas quand il pleut, ou quand on contourne le mont Royal. Même si je n'ai jamais encore prononcé un mot dans un microphone professionnel, on m'envoie donc ce jour-là à l'aéroport de Dorval où le vol de Québecair va atterrir; parce que nos reporters habituels, qui auraient dû couvrir cet événement, sont mobilisés ailleurs. Je devrai rendre compte en direct, comme on dit familièrement, de l'évolution de la situation. Mais comme je n'ai aucune expérience du direct, ni de ce genre de situation d'urgence, j'en meurs de trouille à l'avance.

Arrivé à l'aéroport, je découvre la meute des journalistes de faits divers pour lesquels, il faut le dire, nous entretenions encore à Radio-Canada une certaine condescendance, mais qui nous font pourtant une concurrence redoutable, dans les grandes stations AM de la radio montréalaise, CKAC, CJMS ou CKVL. Deux ans plus tôt, Mychel Saint-Louis, de CKAC,

s'était rendu célèbre par sa couverture exceptionnelle de la crise d'octobre 1970, provoquée par les enlèvements du Front de libération du Québec. Au cœur de cette troupe de reporters vedettes, il y a aussi Claude Poirier, le plus célèbre d'entre eux.

Une fois sur place, j'apprends que l'appareil vient tout juste d'atterrir et qu'une hôtesse de Québecair a réussi à convaincre le pirate de laisser sortir les passagers, le temps d'organiser la suite du vol vers Vancouver, comme il l'exige. Je décide donc d'appeler le studio de radio pour faire une intervention au prochain bulletin de nouvelles, et je mobilise une cabine téléphonique – on était encore loin des cellulaires – pour être prêt, à l'heure dite, à prendre la parole en direct.

Au signal donné, tout commence bien; je maîtrise ma nervosité et mon propos est clair. Soudain, passant devant moi en trombe, Claude Poirier me dit que le pirate aurait fait feu sur quelqu'un et que tout serait en train de changer radicalement. Complètement pris au dépourvu, et surtout incapable de vérifier moi-même les faits, je décide donc – dans une impulsion totalement irrationnelle – de cesser de parler, comme pour simuler une panne, ou une ligne qui se serait brisée. Mais le technicien au bout du fil n'est pas dupe du stratagème et me dit brutalement: «T'es en ondes, continue!» Ce sera ma première vraie leçon de journalisme: le contrôle de la situation et du message.

Claude Poirier, de toute façon, s'est trompé. Après une négociation ardue, l'avion a redécollé, cette fois vers Ottawa, pour revenir à Montréal une heure plus tard. Finalement, grâce à l'intervention d'un psychiatre que le pirate réclamait, l'affaire s'est résolue sans heurts et l'homme s'est rendu.

Je me souviendrai toute ma vie de la fin de cette histoire, quand, en conférence de presse, après la conclusion du drame, nous avons demandé au pilote – un homme dans la cinquantaine, un vieux routier de ce métier pratiqué à la grandeur du territoire sauvage du Québec – comment il avait réagi en apprenant qu'il y avait un pirate dans son avion. «J'ai appelé la tour de contrôle, nous a-t-il répondu,

et je leur ai dit de téléphoner à ma femme pour lui dire que je serais en retard pour souper. »

Une autre leçon retenue : la sagesse et la modestie devant l'adversité.

### Les premiers pas en journalisme

Mon entrée à Radio-Canada quelques mois plus tôt, en juin 1971, avait été l'aboutissement d'un rêve. Déjà, quand j'étais enfant, le personnage de Tintin avait sûrement contribué à m'attirer vers ce métier mythique de journaliste. Chaque semaine, l'arrivée par la poste du Journal de Tintin, en provenance de Belgique, provoquait toute une agitation dans notre famille de huit enfants qui se l'arrachaient pour découvrir la dernière tranche des albums que Hergé y publiait au compte-gouttes. Le personnage de Tintin me fascinait par les endroits exotiques qu'il nous faisait découvrir lors de ses aventures. Je crois que j'étais déjà passionné par les êtres humains, en particulier ceux qui m'étaient les plus étrangers. J'étais fasciné par les univers de Coke en stock, des Cigares du Pharaon ou du Temple du Soleil. Quand je partirais en Chine, des années plus tard, mes amis m'offriraient d'ailleurs l'album Le Lotus bleu en guise d'objet fétiche.

Très tôt au cours de mes études collégiales, j'ai réalisé que je voulais faire du journalisme. J'écrivais dans le journal de ma classe de méthode, *Le Gavroche*. Puis dans un journal humoristique que nous avions créé pour contester l'aspect trop formel du journal officiel du collège, le *Collégia Laurentien*, et qui s'appelait *L'Organe*, avec sa célèbre chronique éditoriale au titre un peu douteux: « *L'Organe* s'élève contre... »

Passionné d'analyse politique, j'ai été recruté pour la première fois en tant que journaliste à la pige par un ami du collège, Robert Pouliot, qui travaillait déjà comme reporter au magazine Sept Jours. Il deviendra plus tard journaliste à La Presse puis grand spécialiste des institutions financières et sera pour moi un inspirateur. Robert souhaitait réaliser pour Sept Jours un reportage sur Jean-Jacques Bertrand, alors premier ministre du Québec, qui, ayant remplacé Daniel Johnson sans vraiment avoir été plébiscité par son parti, avait décidé

de convoquer un congrès à la direction de l'Union nationale pour confirmer son leadership. Comme collaborateur dans ce projet, j'ai rencontré des personnages mythiques de l'époque, comme Jean Lesage, le grand tribun de la Révolution tranquille devenu chef de l'opposition officielle, ou Jean-Noël Tremblay, figure emblématique de l'Union nationale et ministre de la Culture de Bertrand. Le monde de la politique me fascinait déjà. Un an et demi auparavant, à l'initiative d'André Larocque, notre professeur de sciences politiques au Collège de Saint-Laurent<sup>1</sup>, nous nous étions rendus en délégation étudiante au congrès du Parti libéral du Québec qui, le 14 octobre 1967, avait provoqué le départ de René Lévesque des rangs du parti après avoir rejeté sans même la considérer sérieusement son option de souveraineté-association pour le Québec. Nous avions suivi Lévesque, à la sortie du Château Frontenac, jusqu'à l'hôtel Victoria, où il avait annoncé la création d'un nouveau mouvement visant à promouvoir son option. On avait l'impression, à juste titre, de voir l'histoire se dérouler sous nos yeux d'étudiants. À la fin de la conférence de presse, comme toutes les personnes présentes, j'avais laissé mes coordonnées sur une liste prévue à cette fin par les organisateurs de Lévesque qui nous avaient promis de nous recontacter. Quelques semaines après, nous étions tous convoqués au monastère des Dominicains, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, à Montréal, où a été créé le Mouvement Souveraineté-Association, qui a donné naissance au Parti québécois. Un moment clé de l'histoire politique récente du Québec.

Si une occupation plus urgente ne m'avait pas retenu ailleurs ce soir-là, j'aurais peut-être rejoint les rangs des bénévoles qui, comme Claude Charron, un autre collègue de Saint-Laurent, se retrouveraient plus tard députés ou cadres du Parti québécois.

Dans les années qui ont suivi, j'ai plutôt confirmé mon cheminement vers le journalisme. Étudiant en sciences politiques

<sup>1.</sup> Membre de l'exécutif fondateur du Parti québécois. Il a été, de 1977 à 1985, le sous-ministre de René Lévesque à la Réforme électorale.

à l'Université Laval, à Québec, cette grande école des penseurs de la Révolution tranquille, j'ai été formé au contact de tous ces intellectuels dont les idées animaient le débat public au Québec: le sociologue Fernand Dumont, les politologues Léon Dion, Gérard Bergeron, André J. Bélanger, les grands spécialistes en relations internationales Paul Painchaud ou Louis Balthazar, et j'en passe. Les sciences sociales de l'Université Laval étaient comme l'antichambre du gouvernement du Ouébec. Chaque semaine, dans son cours en administration publique, Claude Morin, futur ministre du Parti québécois et grand mandarin de l'État québécois, invitait un de ses collègues à nous entretenir des défis auxquels ils faisaient face: Roland Parenteau, fondateur du Conseil de planification économique du Québec et créateur de l'École nationale d'administration publique; Roch Bolduc, créateur de la fonction publique; Guy Coulombe, futur secrétaire général du Conseil exécutif sous Bourassa et Lévesque; Robert Normand, sous-ministre de la Justice, responsable de l'implantation du cadre juridique de la modernisation du Québec. Nous avions l'impression d'être au cœur du processus de décision qui se déroulait à quelques kilomètres à peine de la faculté, au Parlement du Québec. Parallèlement, je fréquentais aussi l'École de journalisme naissante de l'Université Laval, la première école de journalisme francophone du Québec fondée par Tom Sloan et Florian Sauvageau. Un milieu de vie chaleureux où l'on voyait là aussi passer régulièrement les plus grands journalistes de l'heure. C'est là que j'ai rencontré Robert Séguin, l'homme qui m'a donné le goût de la télévision et de la radio. Séguin était alors directeur du service de l'audiovisuel de l'université et il donnait un cours d'initiation aux médias électroniques à l'École de journalisme. Ancien réalisateur de Radio-Canada, il avait été le créateur de grandes émissions comme Aujourd'hui, un rendez-vous quotidien d'information de 1962 à 1969, à la télévision de Radio-Canada, doté d'une équipe de vedettes de l'heure comme Michelle Tisseyre, Wilfrid Lemoine, Jacques Languirand et où Bernard Derome avait fait ses premières classes. Séguin nous racontait, la plume à la main, comment le studio était éclairé, équipé,

dessiné; il nous expliquait le mouvement des caméras, le processus de choix des sujets et surtout les méthodes de chacun des intervieweurs pour surprendre leurs invités, les amener à se révéler. C'est ainsi que nous avions appris que Jacques Languirand, par exemple, consultait l'horoscope détaillé de ses invités avant de planifier son scénario d'entrevues. Séguin était un passionné, et très tôt, sans doute parce qu'il percevait une certaine flamme chez moi aussi, il m'a poussé à m'engager dans cette voie.

À la fin de mon premier cycle universitaire à Laval, un poste de relève d'été temporaire s'est ouvert dans la salle de rédaction de Radio-Canada à Québec, et grâce à l'appui de mes maîtres de l'École de journalisme, je l'ai facilement obtenu.

À la fin de l'été, une autre ouverture s'est faite, cette fois dans la grande salle de Montréal, où j'allais vraiment entamer mon aventure radio-canadienne.

L'ai commencé à Radio-Canada à Montréal comme rédacteur de nouvelles à la radio, en septembre 1971, dans le vieil édifice de la SRC, l'ancien Hôtel Ford, boulevard Dorchester Ouest<sup>2</sup>. Peu de temps après mon arrivée, Pierre Nadeau lançait un nouveau magazine d'information radiophonique à midi intitulé Le Monde maintenant, auquel j'ai été affecté. Une émission d'une heure, au cours de laquelle la grande vedette de l'information faisait le tour de l'actualité nationale et internationale en interviewant des invités de partout sur la planète. Aux côtés d'un collègue extrêmement brillant et amusant, Claude Sauvé, mon rôle était de suivre les principaux dossiers de l'actualité internationale du jour, d'écrire les textes de nouvelles et de dénicher aux quatre coins du globe des journalistes ou des commentateurs que Pierre Nadeau allait joindre par téléphone en direct dans l'émission. C'est ainsi que Sauvé et moi, pendant des mois, nous avons suivi quotidiennement, à distance, les répercussions de la guerre du Biafra, un conflit atroce entre les Ibos, une minorité, qui voulaient leur indépendance et

<sup>2.</sup> Aujourd'hui, boulevard René-Lévesque Ouest.

l'armée du Nigeria qui cherchait à maintenir le contrôle sur cette région du pays riche en pétrole.

C'était encore l'époque où l'Afrique était perturbée par les suites de la décolonisation du continent. Pendant des mois aussi, nous avons couvert quotidiennement la guerre de sécession du Bangladesh, le Pakistan oriental, qui, sous l'impulsion d'un homme charismatique, le cheikh Mujibur Rahman, avait décidé, avec l'aide du gouvernement d'Indira Gandhi, de se séparer du reste du Pakistan dont il était coupé par plus de 1 000 kilomètres de territoire indien. Une autre absurdité de la décolonisation. Nadeau n'était pas très présent dans la préparation de son émission, mais quand il arrivait sur place, il fallait que tout soit prêt, et nous étions fiers de travailler pour cet homme d'une efficacité redoutable et d'un enthousiasme exceptionnel dès que la lumière du studio s'allumait. Je n'aurai jamais l'occasion par la suite de travailler directement avec lui, mais Pierre Nadeau restera toujours pour moi le plus grand journaliste de télévision ou de radio produit par Radio-Canada.

Après plusieurs mois à la rédaction, mes reportages en direct sur le détournement du vol de Québecair ont convaincu la direction de l'information de m'envoyer au reportage, comme on disait. J'ai aussi reçu en prime la confirmation de ma permanence à Radio-Canada. Contrairement à la situation précaire que vivent beaucoup de jeunes d'aujourd'hui, durant les années 1970, les diplômés universitaires se voyaient ouvrir les portes du monde du travail dès l'obtention de leur diplôme et bénéficiaient rapidement d'une sécurité d'emploi exceptionnelle. Un jour, j'ai été convoqué par le patron d'alors, Pierre Charbonneau, qui m'a confirmé la nouvelle de mon entrée officielle dans la grande boîte en me disant: «Vous savez, vous serez appelé à faire de la télévision, j'espère que vous accepterez de vous nettoyer un peu... » Charbonneau, un homme d'une autre époque, n'appréciait pas beaucoup la barbe et les cheveux longs pourtant très à la mode.

Plongé dans le reportage quotidien, au début de la vingtaine, j'ai pu assouvir encore davantage la curiosité que m'avaient inculquée mes maîtres, et le moindre sujet – un incendie, une tornade, un vol de banque – était pour moi un prétexte pour rencontrer des gens, poser des questions, comprendre et approfondir. Tout me semblait passionnant.

Après les faits divers, les jeunes journalistes étaient souvent affectés à la couverture des conflits de travail; et il y en avait beaucoup. Au début des années 1970, le Québec était le terreau d'un effort de syndicalisation massif.

Un matin, je me rends dans une immense salle, où plusieurs centaines de camionneurs sont réunis pour entendre leurs dirigeants syndicaux. La réunion est convoquée par les Teamsters, la branche québécoise d'un grand syndicat américain, qui viennent de déclencher une grève paralysant l'industrie locale du camionnage. Je m'avance vers la scène pour rencontrer les dirigeants syndicaux, mais tout le monde m'ignore. Lorsque je finis par identifier le président du syndicat, un homme immense, qui fait presque deux fois ma taille, il me fait comprendre qu'il n'a pas le temps de me parler.

Soudain, l'immense assemblée se met à entonner l'indicatif musical de CJMS, une des radios privées très populaires de Montréal, et je retrouve, remontant triomphalement l'allée principale, nul autre que Claude Poirier, le journaliste vedette.

Poirier s'approche du chef syndical qui le reçoit à bras ouverts, et la réunion peut commencer...

À la fin des délibérations, la petite meute de journalistes présents sur les lieux se rue sur le président du syndicat dans l'espoir de rapporter le *clip* qui illustrera leur reportage radio. L'homme, d'un geste du bras, les écarte tous pour donner la priorité encore une fois à la vedette, Claude Poirier. Il accordera, en fait, ce jour-là, des entrevues à tous les autres avant de daigner me parler, excédé et impatient d'en finir, en ne me concédant que quelques mots brefs sans saveur.

Jamais dans ma vie je n'avais vécu un tel sentiment de rejet. L'impression de ne pas faire partie des vrais. D'être considéré, en fait, presque comme un sous-homme aux yeux des leaders syndicaux.

Dans les jours qui ont suivi, je me suis acharné. Chaque fois qu'on convoquait les assemblées des Teamsters, j'ai voulu y assister, poursuivre le dossier. J'étais souvent le seul journaliste dans la salle, et le chef syndical s'est mis à apprécier ma présence, et surtout, probablement, mon acharnement. À la fin, j'avais remplacé Claude Poirier comme vedette de l'assemblée. Et c'est à moi qu'on accordait la première entrevue. J'en ai tiré une autre leçon de journalisme qui me servirait pour l'avenir: l'importance de la persévérance.

# À l'étranger

Après trois ans de reportage à la radio, dont une année et demie au sein d'une nouvelle émission d'affaires publiques intitulée Présent édition québécoise, animée par un ancien collègue de sciences politiques, Réal Barnabé, j'ai senti le besoin de changer d'air. À l'époque, mon alma mater, l'Université Laval, offrait, par l'intermédiaire de son Centre québécois des relations internationales, une bourse d'études destinée aux journalistes qui était le fruit d'une entente de coopération franco-québécoise. Une année, la bourse était donnée à un Français, l'année suivante à un Québécois. Un ami de Radio-Canada, Normand Lester, en avait profité avant moi et ses conseils ont été judicieux. Les boursiers québécois étaient reçus à Paris par le Centre d'études de politique étrangère, dirigé par un grand homme, très influent dans l'élaboration de la politique étrangère de la France, Jacques Vernant, à qui je dois une partie importante de mon éveil aux affaires internationales.

Le centre du Pr Vernant était situé dans un édifice magnifique, rue de Varenne, dans le septième arrondissement, de biais avec l'Hôtel Matignon, la résidence officielle du premier ministre de France. On y trouvait, dans le programme de doctorat auquel j'étais inscrit, un microcosme de la planète: Américains, Européens, Iraniens, Africains, Arabes; les étudiants du Pr Vernant venaient de partout dans le monde pour profiter de son réseau de contacts et de sa connaissance intime des grands enjeux. Quand je suis arrivé, en septembre 1974, une année à peine s'était écoulée depuis la

guerre du Kippour qui, on le sait aujourd'hui, avait provoqué une telle tension au Moyen-Orient qu'elle avait failli mener à l'utilisation par les Israéliens de l'arme nucléaire. L'économie mondiale vivait sous le coup de la crise pétrolière et de la flambée des prix des hydrocarbures qui s'en était suivie. La guerre froide battait son plein. Et tous les jours des étudiants de haut niveau, issus de milieux influents de tous ces pays en plein bouleversement, débattaient de ces enjeux sous mes yeux. Mon sujet de thèse devait porter justement sur le rôle de l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, dont la planète entière découvrait soudainement le pouvoir exceptionnel. Toutes nos économies industrielles, dopées aux hydrocarbures, se trouvaient, du jour au lendemain, otages d'un nouveau phénomène issu lui aussi de la décolonisation: la prise de conscience par les pays producteurs de pétrole de leur capacité d'action commune.

Quelque temps après mon arrivée à Paris, un collègue iranien m'a apporté un livre fraîchement sorti des presses et intitulé *Pétrole et violence. Terreur blanche et résistance en Iran*<sup>3</sup>. L'ouvrage, qui décrivait le régime de terreur mis sur pied par ce qu'il appelait la pétromonarchie du shah d'Iran, était écrit par Abol-Hassan Banisadr, un économiste qui deviendrait premier ministre au début de la Révolution islamique en Iran après le retour dans ce pays de l'ayatollah Khomeiny, en 1979.

Dans le saint des saints du Centre d'études de politique étrangère, le petit journaliste québécois découvrait, à vingtcinq ans, un monde exotique, le monde des relations internationales, dont il soupçonnait à peine l'ampleur ou l'influence qu'il pouvait exercer sur nos vies quotidiennes.

Je n'oublierai jamais le sentiment d'ignorance qui m'habitait quand, dès le premier séminaire auquel j'ai assisté au centre de Jacques Vernant, l'étudiant qui présentait ce jour-là son projet de thèse en a énoncé le titre : «Le conflit Hutus-Tutsis en Afrique interlacustre ». C'est là que j'ai compris

<sup>3.</sup> Sous la direction de Paul Vieille et Abol-Hassan Banisadr, *Pétrole et violence. Terreur blanche et résistance en Iran*, Paris, Éditions Anthropos, 1974.

une autre dynamique pernicieuse issue du colonialisme, et qui allait se manifester de façon horrible devant mes yeux de journaliste, plus tard, au moment du génocide au Rwanda. Après mes premières années de métier au Québec, un nouveau monde de curiosité s'ouvrait ainsi, celui de la planète entière, qui allait influencer ma vie professionnelle.

Le Pr Vernant recevait toutes les semaines des invités de marque dans une petite salle discrète où, après avoir fait servir le thé, il menait, en compagnie de collègues enseignants et d'élèves triés sur le volet, une discussion en profondeur. Des ministres, des grands journalistes, des conseillers étrangers ou français acceptaient de se prêter au jeu avec une générosité qui témoignait probablement de l'estime qu'ils avaient pour Vernant. C'est ainsi que, un jour, nous avons eu droit à une rencontre avec Abba Eban, le grand diplomate israélien, alors en visite officieuse en France après avoir été éjecté de son poste de ministre des Affaires étrangères, à la suite d'un des nombreux changements d'alliances typiques de la politique israélienne.

Invité au centre par Vernant qu'il connaissait intimement, Eban a été d'une ouverture et d'une transparence exceptionnelles, auprès de notre groupe d'étudiants et de chercheurs, sur le déroulement de la guerre du Kippour, un an plus tôt, et sur ses conséquences pour son pays. Un moment unique.

Avant que je quitte le Canada, Marc Thibault, le grand patron de l'information, avait accepté, pour ajouter un peu d'argent à ma maigre bourse d'études, que je conserve une partie de mon salaire durant mon séjour en France, en échange de quoi je devais être à la disposition de notre bureau de Paris si jamais ils avaient un urgent besoin de « main-d'œuvre ». J'avais donc contacté le bureau en arrivant pour indiquer ma disponibilité. Et très tôt j'ai ainsi eu droit à une autre expérience bouleversante.

Un matin, je reçois un coup de fil d'une recherchiste du bureau qui me dit: « M. Malraux vient de publier un nouveau livre, il veut nous donner une entrevue. Montréal est très intéressé, mais le correspondant ne veut pas la faire!» Il faut dire que le grand homme d'État et écrivain français André Malraux est très malade. On dit qu'il prend des quantités de médicaments qui rendent les choses difficiles quand il s'agit de l'interviewer. Je décide malgré tout de relever le défi, même si c'est la première fois que j'aurai à réaliser une entrevue pour la télévision. Je ne peux pas rater l'occasion de rencontrer cet homme politique dont la vision m'a fasciné et l'écrivain dont les œuvres, comme *La Condition humaine*, ont marqué mon imaginaire.

Pendant une semaine, avant l'entrevue, je me laisse envahir par la douzaine de livres que m'a fait parvenir son éditeur. Dont *Lazare*<sup>4</sup>, la toute dernière parution, qui est en fait l'objet de la rencontre. Malraux, après avoir failli mourir d'une infection qui l'a laissé pendant quelque temps à demi paralysé, est revenu sur un ancien roman, *Les Noyers de l'Altenburg*, évoquant l'amitié et la solidarité entre deux soldats ennemis durant les attaques aux armes chimiques de la Première Guerre mondiale. Ayant vu de près la mort, il a retrouvé dans ce récit des valeurs humaines fondamentales qu'il chérit. Un sujet lourd et peu emballant pour le grand public, me semble-t-il, mais qui me permettra d'aborder l'homme par des sentiments humains pour l'emmener finalement, je l'espère, vers autre chose.

Le jour de l'entrevue, un samedi matin, je rencontre l'équipe de tournage au bureau de Radio-Canada à Paris. Des pigistes que je ne connais pas, engagés seulement pour cette occasion. Dès les premières secondes, dans la voiture, le caméraman, un peu désabusé, me dit: «Tu vas voir, on le comprend à peine, tellement les médicaments l'ont transformé. Et puis, dès qu'on va changer de magasin [on tourne encore en film, et il faut changer de bobine toutes les dix minutes], il va se lever et partir. » En somme, une façon un peu brutale de me souhaiter bonne chance!

À notre arrivée au manoir que Malraux habite en banlieue de Paris, un maître d'hôtel en livrée nous fait passer au salon où il nous annonce que monsieur sera là d'une minute à l'autre. Soudain, la porte s'ouvre et je découvre l'homme

<sup>4.</sup> André Malraux, Lazare. Le Miroir des limbes, Paris, Éditions Gallimard, 1974.

mythique, droit comme un chêne, l'air en pleine forme, qui, après nous avoir salués chaleureusement, nous offre de boire un scotch. Il est 11 heures du matin; un peu tôt, me semble-t-il, pour l'apéro, mais comment refuser? Alors commence le moment redoutable pour tout intervieweur. Celui, qui peut paraître une éternité, où l'équipe installe l'éclairage et la caméra, et pendant lequel tout peut être compromis si un malaise se produit avec l'invité. Et Malraux entame ce moment critique par la question mortelle: «Qu'avez-vous pensé de mon livre? » C'est alors que je me lance dans une explication d'un intellectualisme qui me semble de plus en plus douteux, au fur et à mesure que le temps passe. J'ai l'impression de m'enliser lorsque soudain l'homme m'interrompt, émerveillé, en me disant que personne n'a aussi bien compris son livre. Puis il ajoute: «Alors, allons-y, ne perdons pas de temps, commençons cet entretien!»

L'entrevue a été formidable; Malraux a été d'une grande générosité, répondant à toutes mes questions avec une patience d'enfant amusé. Quand j'ai eu épuisé le temps que je souhaitais passer avec lui, nous nous sommes quittés, tous les deux convaincus, je crois, d'avoir vécu un bon moment. Ce sera la dernière et probablement une des rares entrevues d'André Malraux diffusées par Radio-Canada. Elle sera rediffusée deux ans plus tard à sa mort en 1976.

L'année scolaire 1974-1975 au Centre d'études de politique étrangère, avec les rencontres que me permettaient, en plus, les entrevues réalisées pour Radio-Canada, a ainsi été une période de formation incroyable et de pur bonheur.

En janvier 1975, cinq mois après mon arrivée en France, j'ai quitté Paris pour l'Algérie où se tenait un sommet des pays membres de l'OPEP. Une rencontre importante qui provoquerait un deuxième choc pétrolier après celui qui avait suivi la guerre du Kippour, les chefs d'État et de gouvernement ayant décidé de hausser de 10 % les prix du brut. Après le sommet, auquel j'ai assisté en tant qu'observateur, invité par mon collègue Paul-André Comeau, alors correspondant de Radio-Canada à Bruxelles, et qui couvrait l'événement, j'ai

décidé de rester dans le pays à l'invitation d'un médecin français, ami de mon père, le Dr Michel Martini. Personnage haut en couleur, Martini avait fait la guerre d'Algérie aux côtés des militants du Front de libération nationale algérien (FLN); il avait même été torturé par ses propres compatriotes français. Après l'indépendance, il s'était établi en Algérie, parce que son pays d'origine l'avait déclaré persona non grata, le considérant comme un traître pour avoir épousé la cause algérienne. Grâce au Dr Martini, qui dirigeait un département d'orthopédie à l'hôpital de Douera, une commune magnifique, en banlieue d'Alger, j'ai passé presque deux mois à visiter de fond en comble ce pays fascinant, auguel je consacrerais mon premier vrai article de presse écrite, intitulé «L'Algérie des Algériens », publié dans le magazine Maclean's, dirigé par le grand journaliste Louis Martin. L'Algérie en 1975 était déjà, treize ans à peine après son indépendance, un pays dominé par l'armée et une clique de politiciens associés au pouvoir militaire, avec à sa tête un héros de la guerre de libération, Houari Boumediène, qui, jusqu'à sa mort en 1978, cumulerait les postes de président de la République et de premier ministre. Pour la réalisation de ce reportage, j'avais rencontré le ministre du Pétrole et visité des infrastructures pétrolières et gazières au potentiel énorme; mais il était frappant de constater à quel point la population ne profitait pas de cette manne. Hormis quelques lieux de villégiature superbes, accessibles seulement aux plus fortunés, le pays commençait déjà la longue dégradation qu'il connaîtrait au cours des années subséquentes, jusqu'au déclenchement de la guerre civile au début des années 1990. Déjà, à l'époque, en rencontrant, grâce au Dr Martini, des intellectuels algériens et des journalistes de mon âge, désabusés de vivre sous un régime autoritaire, sans rêves ni ambition, j'avais senti le désespoir d'un pays devant le cynisme d'un pouvoir absolu.

En quittant l'Algérie pour rentrer à Paris, j'ai demandé au Dr Martini comment je pourrais le remercier pour l'accueil exceptionnel qu'il m'avait réservé; à mon départ vers l'aéroport, il m'a dit: «Un jour, peut-être, si j'en ai besoin, je ferai appel à toi. » Je ne savais pas que je serais bientôt plongé dans une affaire qui allait avoir beaucoup de rebondissements au Québec.

Tout a commencé, en fait, quelques semaines plus tard, quand quelqu'un a frappé à la porte du studio d'étudiant que j'occupais, dans un bel édifice, rue Cardinal-Lemoine, près de la place de la Contrescarpe. En ouvrant, je découvre un jeune homme que je ne connais pas, qui se dit recommandé par Michel Martini; il se présente comme étant Denis Maschino, le fils de Maurice Maschino, qui a lui aussi participé à la lutte pour l'indépendance algérienne.

Un peu avant cette visite, Martini m'avait prévenu par lettre du service qu'il allait me demander. Denis Maschino était de passage à Paris où il vivait presque clandestinement sous la protection d'un cadre d'un mouvement trotskiste français ami du Dr Martini. Denis s'adressait à moi pour que je l'aide à émigrer au Canada en compagnie de son amoureuse, Dalila Zeghar, qui était la sœur cadette d'un des personnages les plus influents du régime algérien, Messaoud Zeghar. Le jeune couple était en fait en cavale à Paris après avoir fui l'Algérie et le puissant frère de Dalila, qui n'acceptait pas leur union. À l'époque, comme cela se produit sans doute encore aujourd'hui, les services secrets algériens avaient beaucoup d'antennes dans la capitale française, et Denis estimait que le Québec pouvait représenter un havre plus sécuritaire pour démarrer leur vie commune. Il m'avait emmené dans l'appartement de luxe du militant trotskiste, au sommet de la tour Montparnasse, où j'ai fait la connaissance de Dalila.

Heureusement pour le jeune couple, nous avons découvert, en faisant les premières démarches pour les visas à l'ambassade du Canada à Paris, qu'un des agents consulaires me connaissait. En acceptant de leur servir de parrain d'immigration, je permettrais à Dalila et Denis d'obtenir leur sauf-conduit facilement, mais leur sécurité au Québec ne serait pas garantie pour autant.

## Un appel du Québec

À peu près au même moment, je reçois un coup de téléphone de Michel Gaudet, un réalisateur avec lequel j'ai tra-

vaillé brièvement avant de quitter Montréal pour la France. Un ancien correspondant parlementaire passionné de politique, d'un cynisme redoutable, qui a réuni autour de lui un groupe de journalistes qui partagent son sens critique et sa curiosité. Michel est un intellectuel d'une grande exigence envers ses équipes, qui n'a qu'un seul défaut, celui de commencer très tôt, dans sa journée, à consommer du gin. Une boisson qu'il affectionne au plus haut point. Il deviendra, en raison de ses qualités exceptionnelles d'analyse, un de mes mentors. Depuis quelques années, Gaudet réalise une version renouvelée de l'émission radiophonique d'affaires publiques Présent édition québécoise, qui traite de l'actualité politique, économique et culturelle au Québec. Michel m'appelle donc de Montréal, accompagné au téléphone d'une partie de l'équipe, pour m'offrir de devenir l'animateur de l'émission pour la prochaine saison d'automne, en septembre. L'offre est alléchante. Le Québec, en 1975, traverse une période de bouillonnement extraordinaire avec l'essor du mouvement souverainiste de René Lévesque, la fin de l'Union nationale et le déclin du Parti libéral de Robert Bourassa. À Ottawa, Pierre Elliott Trudeau règne avec l'arrogance qui lui est propre et qui va se manifester de plus en plus au fur et à mesure de la montée du nationalisme québécois. Pour un journaliste politologue, c'est une occasion en or; mais elle exige en contrepartie que j'abandonne, pour un temps en tout cas, mon projet de doctorat à Paris. L'offre implique aussi que je renonce à ma permanence d'emploi à Radio-Canada. À l'époque, en effet, tous les animateurs d'émissions d'information – à l'exception des présentateurs de nouvelles - sont des contractuels, engagés sur une base annuelle. La direction de l'information conserve ainsi un contrôle sur les têtes d'affiche de ses émissions qu'elle peut changer à volonté. Je signerai donc mon premier contrat d'animateur pigiste sur une table de café à Paris, avec Jean-Pierre Pépin - l'administrateur qui m'a engagé quatre ans plus tôt, à mon arrivée à Radio-Canada en 1971, et pour lequel j'ai un profond respect - lors d'un de ses passages dans la capitale française. L'achèverai donc mon séjour à Paris avec le sentiment

d'avoir ouvert une porte extraordinaire sur le monde et la perspective d'un nouveau défi passionnant.

En arrivant à Montréal, en septembre 1975, je retrouve avec joie mes collègues de *Présent*, et la passion du micro et de la communication. À vingt-six ans à peine, j'ai l'impression d'avoir déjà effectué un parcours journalistique significatif, et le contexte nous permet d'assumer des responsabilités impressionnantes pour notre âge. Nous avons le sentiment que le monde est à nous et qu'il suffit d'ouvrir les portes pour le conquérir; nos patrons nous le font sentir aussi, en nous confiant le contrôle quasi total de nos émissions.

La société québécoise est elle aussi en pleine effervescence. Durant la première moitié des années 1970, la Révolution tranquille a continué à progresser, avec la mise sur pied du programme d'assurance maladie, les premières réformes de l'assurance automobile, le débat sur la langue et l'adoption de la loi 22. Dans le monde des affaires, propulsé par des instruments collectifs comme la Caisse de dépôt et placement du Québec ou la Société générale de financement, le Québec inc., francophone, prend sa place.

Mais en politique, le Parti libéral de Robert Bourassa, au pouvoir depuis cinq ans, commence à battre de l'aile. À la veille des Jeux olympiques de Montréal, l'administration municipale de Jean Drapeau est elle aussi très éprouvée. L'opacité avec laquelle ces deux instances gouvernent et la multiplication des scandales entourant leur gestion préparent déjà le thème de la campagne électorale qui portera au pouvoir, un an plus tard, le Parti québécois de René Lévesque. Et tous les matins, à 9 heures, *Présent édition québécoise* devient le rendez-vous radiophonique où l'on retrouve les acteurs – journalistes, politiciens, intellectuels – qui font partie de ce bouillonnement.

Un peu après mon arrivée, nous procédons à l'engagement de Jean-Claude Picard, le correspondant parlementaire du quotidien *Le Soleil*, qui sera nos yeux et nos oreilles à Québec. Jean-Claude contribuera à la révélation de nombreuses erreurs de jugement commises par l'administration

Bourassa et, ainsi, à la réputation de l'émission dans l'univers médiatique québécois.

Le 15 novembre 1976, l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, neuf ans après la rupture de René Lévesque avec le Parti libéral, vient lancer le Québec dans une nouvelle Révolution tranquille. Le cabinet formé par le nouveau premier ministre, composé d'un nombre imposant de personnalités de divers horizons, est un des plus brillants que la province ait connu.

Aussitôt au pouvoir, Lévesque lance une série de réformes qui vont mobiliser l'attention de la presse et celle de l'opinion publique. Adoption de la loi 1, qui deviendra la loi 101, sur la langue, réformes électorales, poursuite de la refonte de l'assurance automobile, zonage agricole et nationalisation des clubs privés de chasse et pêche, pour ne citer que les principaux changements. Encore une fois, les médias profitent de cette effervescence pour augmenter leur audience et éclairer le débat.

C'est l'époque où Claude Ryan, le directeur du quotidien Le Devoir, un habitué de Présent, commence sa transformation qui le mènera jusqu'à la direction du Parti libéral. Dans son journal – où il va publier plus d'une vingtaine d'éditoriaux sur la question – et dans nos studios, il se lance dans une campagne en règle contre le projet de loi 1, qui propose l'adoption d'une Charte de la langue française au Québec. Ryan, qui nous a habitués au fil des ans à son style posé – considérant minutieusement, chaque fois qu'il porte un jugement, tous les aspects des questions dont il traite –, a visiblement abandonné la nuance et entrepris une croisade qui ne lui est pas habituelle. En coulisse, un matin, à Présent, il nous confie qu'on le sollicite pour qu'il se présente à la direction du Parti libéral, qui n'a plus de chef officiel depuis la défaite magistrale de Robert Bourassa. Ryan nous avoue qu'il hésite beaucoup à s'engager dans ce monde – la politique – qu'il estime peuplé de «rastaquouères», selon ses propres mots. Quelques mois plus tard, alors que je l'accompagne en reportage pour Présent dans une de ses tournées régionales, durant la campagne à la direction du Parti libéral, je suis témoin d'une scène où il raconte à la foule réunie dans un sous-sol

d'église comment tous les soirs, au coucher, il s'agenouillait sur le bord de son lit avec sa femme en disant: « Dieu, éloigne ce calice de nous! », parlant de la tentation qu'il avait de se lancer en politique. Puis il décrit à l'auditoire comment un jour il a senti « la main de Dieu » lui indiquer le chemin qu'il devait prendre. La diffusion de l'enregistrement de ce récit expliquant le rôle de la main de Dieu dans son engagement en politique marquera l'image de Claude Ryan pour des années et donnera lieu à toutes sortes de caricatures.

#### L'affaire Maschino

Près de trois ans après leur arrivée au Québec, et au moment où, ayant obtenu leur statut d'immigrants reçus, ils commençaient à y trouver un rythme de vie normal, mes amis Dalila Zeghar et Denis Maschino voient leur destin soudainement transformé. Le 25 avril 1978, je reçois un coup de téléphone en panique de Denis qui m'apprend que Dalila, sa femme, est disparue et qu'elle a probablement été enlevée. Depuis leur installation au Canada, nous nous sommes éloignés un peu les uns des autres. Eux ont entamé des études universitaires et moi, un nouveau travail très prenant. Denis m'informe dans la foulée que, depuis plusieurs mois, Messaoud Zeghar, le frère aîné de Dalila, a installé à Montréal des membres de la famille avec lesquels ils sont graduellement entrés en contact. La veille de sa disparition, Dalila, se sentant en sécurité, a passé la soirée avec deux de ses sœurs préférées. Mais tout ce beau monde a disparu comme par enchantement. Dans les jours suivants, grâce à la collaboration de la police et aux démarches frénétiques de Denis pour comprendre ce qui s'est passé, nous découvrons que Messaoud Zeghar aurait effectivement enlevé sa sœur après l'avoir droguée et, la faisant passer pour malade, l'aurait embarquée dans un DC-8 privé à destination d'Alger en évitant, avec l'aide de complices au Québec, les contrôles douaniers à l'aéroport de Dorval.

L'affaire Dalila Maschino, par les questions qu'elle soulève et son caractère particulièrement rocambolesque, va faire la manchette des médias québécois et internationaux pendant plusieurs semaines; mais ni les journalistes ni les enquêteurs de la police, qui se heurtent à un mur d'opacité autant de la part des Algériens que de celle de leurs amis au Québec, ne réussiront à trouver des éléments de preuve suffisants pour pouvoir porter des accusations précises. Au milieu de toute cette crise, Denis m'en fera même le reproche, quand, malgré tous les efforts déployés, la communauté journalistique – incluant mon émission – renoncera graduellement à suivre la filière. Un an après la disparition de Dalila, en voyage en Californie pour des raisons familiales – c'est, du moins, la façon dont les choses ont été présentées -, Messaoud Zeghar convoquera le journaliste vedette de Radio-Canada Pierre Nadeau à Los Angeles, où Dalila lui accordera une entrevue niant toute la thèse de l'enlèvement et racontant qu'elle a refait sa vie en Algérie, où elle s'est remariée. Deux ans plus tard, en 1981, Denis Maschino réussira, grâce à un courage et à une astuce exceptionnels, à revoir Dalila et à la ramener au Canada. Aujourd'hui, ils ont tous les deux refait leur vie séparément, mais leur histoire a marqué l'actualité, pourtant déjà très fébrile, du Québec de la fin des années 1970.

## Le premier référendum sur la souveraineté

En septembre 1978, le Québec s'apprête en effet à entrer dans une période d'une rare intensité, alors que le Parti québécois commence à évoquer de façon de plus en plus explicite son projet de tenir un référendum sur l'avenir politique de la province. Au même moment, mon ami Réal Barnabé, devenu entre-temps chef des nouvelles à la télévision de Radio-Canada, me propose un poste de correspondant au Parlement de Québec où je serai responsable au premier chef de l'analyse de la stratégie péquiste en vue de cette échéance d'une importance sans précédent. C'est le début de ma vie de journaliste de télévision, et une nouvelle étape fabuleuse qui s'ouvre pour un politologue passionné par les jeux de pouvoir.

La radio a été une aventure magnifique, mais l'influence du petit écran n'a pas son pareil, dans la société québécoise d'alors, où Télé-Métropole – la station mère du futur réseau de télévision TVA –, notre unique concurrent privé, n'a pas encore pris l'envol qu'il connaîtra plus tard en information. La télévision de Radio-Canada mène largement le bal de la couverture politique au Canada français, et le rôle que nous allons jouer dans le traitement médiatique du référendum va être crucial et exiger une grande rigueur. Mon arrivée au Parlement de Québec comme correspondant est donc, pour moi, une source de bonheur extrême.

Après sept ans de journalisme au Québec - à l'exception de la période passée à Paris -, j'ai acquis une connaissance assez étroite du monde politique. La plupart des ministres du gouvernement Lévesque ont été des invités fidèles de l'émission Présent durant la traversée du désert du PO dans l'opposition. Jacques Parizeau, Camille Laurin, Bernard Landry, Jacques-Yvan Morin, Pierre Marois et j'en passe. Ils ont tous été à tour de rôle des acteurs et des ténors de l'actualité du Québec avant d'entrer en politique et, malgré mon jeune âge, j'ai tissé des liens avec nombre d'entre eux. Claude Morin, mon ancien professeur à Laval, Lise Payette, une animatrice éminente à Radio-Canada, ainsi que tout le personnel politique, souvent du même âge que moi, font partie de notre réseau de connaissances. Mon ancien directeur de thèse en sciences politiques, Daniel Latouche, et son collègue Édouard Cloutier sont devenus entre-temps conseillers de René Lévesque pour la stratégie référendaire. Deux futurs organisateurs de la campagne du «oui» au référendum, Denis Blais et Raymond Bachand<sup>5</sup>, sont aussi des amis. Il y a, en outre, à mon arrivée au Parlement, un climat de relations unique entre politiciens et journalistes qui se détériorera après l'échec du 20 mai 1980. Ministres et députés font preuve d'une transparence hors du commun, n'hésitant pas à recevoir les médias en dehors des heures normales de travail pour mettre en contexte les dossiers, fournir des explications additionnelles. La table des médias au Café du Parlement accueille régulièrement des membres du gouvernement ou des élus. En fin de soirée, souvent même après minuit, la tribune de la presse ouvre ses portes à un rituel

<sup>5.</sup> Raymond Bachand deviendra député et ministre libéral en 2005.

très particulier où ministres et journalistes – et souvent le premier ministre lui-même – se retrouvent pour une partie de poker amicale qui peut se terminer au petit matin. Jacques Parizeau et Claude Morin sont les habitués les plus réguliers.

C'est aussi à ce moment que je commence à travailler avec un autre personnage qui sera très important pour moi: Bernard Derome, notre chef d'antenne. Bernard a à peine cinq ans de plus que moi, mais son parcours est déjà exceptionnel. Devenu présentateur du *Téléjournal* de fin de soirée au moment de la crise d'octobre 1970, à l'âge de vingt-six ans, il a mûri rapidement, et l'avidité avec laquelle il cherche à tout savoir et tout connaître nous impressionne. Bernard est un passionné de son métier et il me pousse tous les jours à me dépasser, en exigeant que je sois souvent en direct au *Téléjournal* pour lui faire part des derniers développements de ces journées qui vont marquer l'histoire contemporaine du Québec.

Peu de temps après mon arrivée dans la Vieille Capitale, en février 1979, le gouvernement du Parti québécois entame, comme il l'avait promis, le processus qui va mener à la tenue d'un référendum sur l'indépendance en publiant un projet intitulé «D'égal à égal – La nouvelle entente Québec-Canada», où il jette les bases de l'argumentation qui sera d'abord soumise aux membres du parti en juin, pour être ensuite présentée à la population. Le texte est aussitôt attaqué par les fervents du fédéralisme. Pierre Elliott Trudeau, à Ottawa, parle de «document tactique tout à fait dans la lignée de l'étapisme», en reprenant à son compte les critiques qui émanent des propres rangs du PQ. Claude Ryan, devenu chef de l'opposition libérale, étale son argument qu'il répétera jusqu'à la fin de la campagne référendaire: comment peuton parler d'indépendance tout en proposant une association?

Pendant les mois qui vont suivre, jusqu'au référendum du 20 mai 1980, nous chercherons constamment à être les premiers à révéler au public les étapes de la difficile gestation des péquistes. Parce qu'il y aura toutes sortes de déchirements, quant à la stratégie à adopter et la façon de la présenter aux Québécois, entre les ténors du parti – ceux qu'on appellera les «étapistes», avec à leur tête Claude Morin – et

les tenants d'une approche plus directe et radicale, comme Jacques Parizeau. Bernard Derome voudra, chaque soir, que je rende compte de tout cela à son émission. Pendant tous ces mois, comme durant la suite de mes années en journalisme, les heures ne compteront plus et nous serons mobilisés par cette passion de raconter qui fait partie de ce métier.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1979, le gouvernement rend public le livre blanc qui servira de base à son argumentation référendaire et qui en détaille la proposition. Le document s'intitule « La nouvelle entente Québec-Canada. Proposition du gouvernement du Québec pour une entente d'égal à égal : la souveraineté-association<sup>6</sup>». Il confirme, par son seul titre, la victoire de la démarche étapiste proposée par Claude Morin et déjà entérinée en congrès par le Parti québécois quelques mois auparavant. Le référendum portera donc sur une offre de négociation avec le reste du Canada, plutôt que sur la question de la souveraineté comme telle. Une tactique encore une fois dénoncée par les fédéralistes.

Dans les semaines qui suivent, le gouvernement s'emploie à rédiger la question qui soutiendra cette stratégie, et les divisions internes déchirent le cabinet. Le 19 décembre, alors que le Parlement est convoqué pour le lendemain afin de prendre connaissance de cette fameuse question, les ministres réunis en caucus secret découvrent une ultime version du texte qui, à la grande surprise de la majorité, n'est pas encore complétée. Les deux camps – étapistes et radicaux – s'affrontent une nouvelle fois. À la tête des radicaux, Jacques Parizeau – qui a déjà subi une défaite majeure quand on a rejeté sa proposition de « monnaie québécoise » au profit du maintien du dollar canadien – tente un dernier effort pour apporter des modifications. Durant la soirée, je reçois un coup de téléphone chez moi de mon ami Édouard Cloutier, alors conseiller stratégique au bureau du premier ministre, qui demande à me voir à mon domicile. Il veut absolument se confier à quelqu'un.

<sup>6.</sup> Conseil exécutif de la province de Québec, «La nouvelle entente Québec-Canada. Proposition du gouvernement du Québec pour une entente d'égal à égal: la souveraineté-association », Québec, Éditeur officiel, 1979, 118 p.

Arrivé chez moi, il me raconte comment, au grand dam des péquistes purs et durs dont il fait partie, le gouvernement va proposer le lendemain une question référendaire qui édulcore toute la perspective de l'indépendance. Cloutier est furieux, parce qu'il a en main des sondages qui montrent que le Parti québécois, même en adoptant une stratégie étapiste qui remet à plus tard l'accession à l'indépendance, est assuré de perdre son référendum. «Pourquoi, me dit-il, si l'on va perdre de toute facon, ne pose-t-on pas une vraie question qui marquera un progrès dans la démarche souverainiste?» Le lendemain, Jacques Parizeau, comme d'autres ministres, découvre que le texte de la question a encore changé quand le premier ministre en fait la lecture à l'Assemblée nationale : «Le gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples; cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté, et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie; aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum; en conséquence, accordez-vous au gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada? » Chacun doit choisir entre « oui » et « non ».

Dans sa biographie de Jacques Parizeau, Pierre Duchesne raconte que, après avoir entendu la lecture du texte, Parizeau reste assis pendant un long moment, alors que la députation péquiste se lève pour applaudir le premier ministre. Poussé par son voisin de banquette, Claude Morin, il finit par se mettre debout pour applaudir sans conviction « du revers de la main ». « J'ai été le dindon de la farce là-dedans, constate Parizeau. Rien de ce que j'ai dit n'a été retenu<sup>7</sup>. »

<sup>7.</sup> Pierre Duchesne,  $\it Jacques\, Parizeau, t. II$ : Le baron, Montréal, Québec Amérique, 2002, 535 p.

Malgré les sondages qui donnent le « oui » clairement perdant en décembre, le gouvernement du Parti québécois est convaincu qu'il peut, avec une campagne habile, et en recrutant des appuis en dehors des lignes de parti, renverser la vapeur. Depuis juin 1979, Pierre Elliott Trudeau, l'adversaire le plus craint des péquistes, n'est plus au pouvoir à Ottawa. Joe Clark, un conservateur modéré, qui dirige un gouvernement fédéral minoritaire, n'apparaît pas comme une menace sérieuse. Mais quelques jours plus tard, son gouvernement est défait en Chambre; Trudeau, qui entre-temps avait décidé de quitter la politique, se laissera convaincre, dans les circonstances, de reprendre du service pour vaincre le camp du « oui ».

Le printemps 1980 sera une période déchirante pour le Québec. La campagne référendaire divise les familles et donne naissance à des échanges acrimonieux. Après avoir remporté un premier marathon à l'Assemblée nationale, avec le débat sur la question, diffusé à la grandeur du Québec par la télévision parlementaire, le Parti québécois doit affronter une série de difficultés imprévues. La plus importante d'entre elles est provoquée par ce qu'on appellera la «bataille des Yvettes», déclenchée par le camp du «non», en réaction à une gaffe de la ministre de la Condition féminine, Lise Payette.

Dans les jours qui précèdent le vote, je diffuse au *Télé-journal* une série de reportages montrant comment le camp du « non » – les troupes fédérales en particulier – a outre-passé les limites de dépenses fixées par le directeur général des élections en utilisant toutes sortes de subterfuges. Ces informations, qui seront pourtant confirmées officiellement dans les années subséquentes, ne changent rien à la tendance lourde de l'opinion.

Le soir du vote, durant notre émission référendaire à Radio-Canada où je joue le rôle d'analyste principal auprès de Bernard Derome, alors qu'il annonce une victoire décisive du « non », je découvre, en me tournant vers la collègue qui m'assiste à l'ordinateur, que derrière les animateurs, dans le grand studio de la Cité du Havre, une partie importante

du personnel pleure à chaudes larmes. C'est un moment pathétique. Malgré tous les signaux qui leur étaient pourtant donnés et les sondages qui l'annonçaient, même les journalistes, qui rêvaient probablement d'un miracle de dernière minute, n'en croient pas encore leurs yeux et leurs oreilles. La défaite du « oui » est flagrante : le « non » l'emporte par 59,5 % des voix exprimées et le taux de participation de plus de 85 % rend les choses encore plus nettes.

#### Passer à autre chose

Un an après sa défaite cuisante au référendum de 1980, le Parti québécois remporte, malgré tout, les élections législatives pour un deuxième mandat. On a le sentiment très net que l'électorat québécois a voulu s'excuser d'avoir brisé les rêves de René Lévesque en lui donnant une autre chance au pouvoir. Plusieurs semaines avant le vote, les sondages montraient pourtant une montée en popularité de Claude Ryan, le chef libéral; j'avais même gagé 100 dollars avec Bernard Landry que les péquistes perdraient les élections tant les tendances semblaient claires. Je lui remettrai d'ailleurs le montant de ce pari quelques années plus tard sur la Muraille de Chine. Mais Claude Ryan a tellement multiplié les gaffes durant la campagne – comme il le reconnaîtra lui-même dans un documentaire que nous lui consacrerons peu avant sa mort – qu'il a fait fuir les électeurs.

René Lévesque est donc reporté au pouvoir, mais le chef n'a plus la fougue qu'on lui connaît. Une lassitude s'installe au sein de son équipe. La morosité atteindra son point culminant quand Pierre Elliott Trudeau, après des négociations difficiles avec les provinces et le Québec en particulier, décidera de rapatrier unilatéralement la Constitution qu'il modifiera sans l'accord du Québec. Dans les mois qui suivent, j'ai moi-même l'impression que le Parti québécois, devenu cynique, s'incruste dans une certitude paresseuse, et la vie au Parlement me semble de plus en plus étouffante. Lors de mon entrée en poste à Québec, un collègue plus âgé que j'aimais beaucoup, Rosaire Pelletier, m'avait averti: « Tu vas voir, c'est comme dans un collège ici. Tout le monde se connaît.

Tout le monde se surveille. » Je sens que j'en suis arrivé là et que j'ai besoin de changement. J'ai besoin d'air.

Après six années de journalisme au cœur de l'actualité politique québécoise, au cours desquelles j'ai certainement fait la démonstration de mes capacités d'analyse, la direction de Radio-Canada me propose un transfert dans ce qu'elle perçoit comme la ligue majeure: la colline parlementaire d'Ottawa. Mais je ne veux pas partir d'un parlement pour aller dans un autre. J'aurais l'impression, me semble-t-il, de m'enfermer dans un autre «collège», même si la politique fédérale est certainement plus variée et plus ouverte à d'autres horizons. Je sens plutôt le besoin de franchir une vraie barrière et de partir ailleurs dans le monde pour vraiment changer d'air.

Durant ces dernières années passées au Québec, j'ai continué, par mes lectures et surtout le travail de mes collègues correspondants à l'étranger, à vivre par procuration ma passion pour ce qui se passe à la grandeur de la planète. Et, après l'intensité de la couverture quotidienne d'une période extraordinaire de la politique canadienne et québécoise, je sens que le temps est venu, même si je suis encore très jeune dans le métier, de poser ma candidature pour un poste à l'étranger.

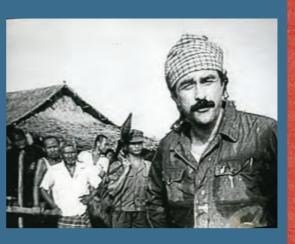
L'occasion se présente au début de 1982, quand le bureau de Londres devient vacant. Comme c'est le cas encore aujourd'hui, les journalistes dont la candidature est retenue doivent se présenter devant un comité de sélection. Or, avant même que ce comité rencontre les candidats, mon patron, Marcel Desjardins, un homme d'apparence rude dont je respecte depuis longtemps la compétence, me convoque pour me dire que je ne serai même pas considéré pour Londres, qui sera d'ailleurs attribué à un collègue très respecté, Paul-André Comeau. Marcel a un autre projet pour moi. Il sou-haite que je sois candidat au poste de Pékin qui doit s'ou-vrir quelques mois plus tard. Pékin est à l'époque le premier bureau de correspondant bilingue de CBC/Radio-Canada à l'étranger. Une formule unique au monde, où le journaliste doit pouvoir travailler dans les deux langues et alimenter

quatre réseaux de radio et de télévision anglais et français. Don Murray, le correspondant sortant du réseau anglais, a été le premier à tenter l'expérience avec brio, et c'est cette fois au tour d'un candidat du réseau français de prendre le relais. Marcel Desjardins tient à tout prix à ce que le service de l'information de Radio-Canada soit à la hauteur de cette relève et il me demande d'en accepter le défi. C'est ainsi que, avant même la convocation du comité de sélection composé de représentants des deux réseaux, il m'a dit: « Tu vas postuler pour Pékin et tu vas l'avoir. » Je lui rends hommage encore aujourd'hui pour cette chance qu'il m'a donnée.

Dès le mois d'octobre 1982, alors que j'apprends le mandarin et que j'effectue un stage au réseau anglais, à Toronto, Marcel m'envoie une dizaine de jours en Chine afin que je rencontre Don Murray dans son milieu de travail. Il veut s'assurer que je vais accepter l'ampleur de la tâche et la difficulté des conditions matérielles qui m'attendent sur place. De retour chez moi après ce court séjour d'initiation à Pékin, alors qu'en dînant j'essaie de convaincre ma femme de l'époque, Claude Saint-Laurent, du bonheur que nous allons vivre, le téléphone sonne. J'entends la voix typique de Marcel qui me dit: «Pis?» Je lui réponds que c'est merveilleux; et, sans ajouter un seul mot, il raccroche.

Marcel savait ce qu'il voulait savoir : son « homme » allait relever le défi.

Journaliste émérite, Jean-François Lépine a commencé sa carrière à la Société Radio-Canada en 1971. Correspondant à l'étranger pendant huit ans, il a incarné à la télévision la tradition du grand reportage et du documentaire. Il a animé de nombreuses émissions qu'il a contribué à créer, dont Enjeux, Zone libre et Une heure sur Terre. Jean-François Lépine est aujourd'hui consultant en stratégie internationale.



Pendant quarante-deux ans à la télévision et à la radio, j'ai toujours eu à portée de main un de mes carnets de notes. À l'écran, ils faisaient partie de l'image.

Quand Marc Laurendeau m'a invité à participer à sa magnifique série radiophonique *Nos témoins sur la ligne de feu*, consacrée aux correspondants de Radio-Canada à l'étranger, j'ai eu envie de redécouvrir et de raconter, à travers les anecdotes tirées de ces carnets, les grands moments de mes expéditions sur la planète, quitte à en être bouleversé.

Durant ma vie de journaliste, j'ai couvert deux référendums qui ont déchiré les Québécois. J'ai vu des foules gagner leur liberté, contre l'apartheid en Afrique du Sud, contre l'empire soviétique en Europe. J'ai vu les enfants palestiniens contre les chars israéliens, les Arabes contre leurs dictateurs. J'ai vu les Chinois rejeter Mao pour partir à la conquête du monde. J'ai vu la guerre, au Liban, en Irak, en Iran, en Afghanistan. J'ai vu le monde changer.

Issu du parcours noté dans mes carnets, *Sur la ligne de feu* est un portrait personnel de l'état du monde et de son avenir.



